

« En Ukraine, à Gaza, au Liban ou en Iran, la destruction de l'environnement est devenue une arme de guerre comme une autre »

https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/03/22/en-ukraine-a-gaza-au-liban-ou-en-iran-la-destruction-de-l-environnement-est-devenue-une-arme-de-guerre-comme-une-autre_6673490_3232.html?search-type=classic&ise_click_rank=1

Chronique

[Stéphane Foucart](#) [Journaliste au service Planète](#)

La dimension écocidaire des conflits armés semble être de plus en plus assumée. Or cette dévastation de l'environnement, contre laquelle le droit international a peu de leviers, étire sur des décennies le coût humain de la guerre, relève dans sa chronique Stéphane Foucart, journaliste au « Monde ».

Publié le 22 mars 2026 à 05h30, modifié le 22 mars 2026 à 13h28 Temps de Lecture 3 min.

L'un des ouvrages les plus influents des quinze dernières années est sans doute *La Part d'ange en nous* (2011, Les Arènes, 2017, pour l'édition française), du [psychologue Steven Pinker](#), de l'université américaine Harvard, dans le Massachusetts. C'est une somme sur un supposé déclin tendanciel de la violence et de la brutalité des conflits armés : nous serions dans la période la plus pacifique de l'histoire de l'humanité, notamment grâce à la diffusion de la démocratie libérale et des valeurs de l'Occident. La guerre serait de moins en moins meurtrière, de plus en plus « civilisée ».

Comme l'ont montré depuis bon nombre de chercheurs, l'essentiel de cette thèse repose sur des choix statistiques douteux, un usage contestable de certaines données archéologiques, une comptabilité des morts à géométrie variable, une définition restrictive de la violence, etc. Pour se faire une idée, on lira avec profit l'ouvrage critique de David Peterson et Edward S. Herman (*Déni de réalité. Steven Pinker et le mythe du déclin de la violence humaine*, Editions Libre, 2022) – il en existe d'autres.

Non seulement la violence, prise dans son ensemble, ne baisse pas, mais la dimension écocidaire des conflits armés semble être de plus en plus assumée. En Ukraine, à Gaza, au Liban ou en Iran, la destruction de l'environnement n'est pas seulement un effet collatéral des opérations militaires, mais une arme comme une autre. Elle est moins directement létale que l'artillerie ou les missiles balistiques, mais ses effets à long terme peuvent être considérables.

Comme le note le juriste Nicolas Ligneul (université Paris-Est), dans une récente analyse publiée par [The Conversation](#), le droit international est relativement peu outillé pour réprimer ou contraindre à indemniser les dommages environnementaux causés

par la guerre. « *La Cour pénale internationale vise, à titre principal, les crimes contre l'humanité*, précise l'avocat Christian Huglo, dans un article de 2024 publié par la [Revue défense nationale](#). *Elle ne reconnaît les atteintes graves et durables à l'environnement que dans la mesure où la destruction de l'environnement n'est pas liée à la nécessité d'opérer une action armée adéquate.* »

Atmosphère empoisonnée

En Ukraine, de nombreux dommages à l'environnement ont été délibérément commis par les forces russes, du bombardement de la centrale de Tchernobyl à la destruction du barrage de Kakhovka, en passant par le défrichage à grande échelle et les pollutions durables de la terre et de l'eau par la dissémination d'explosifs et la destruction d'installations industrielles. Seules certaines de ces destructions (barrages, digues, centrales nucléaires), relève M. Ligneul, peuvent être prosrites par le protocole additionnel de 1977 aux conventions de Genève, parce qu'elles sont susceptibles de libérer des « *forces dangereuses* ».

En Iran, les frappes israéliennes sur les dépôts pétroliers de Téhéran, dans la nuit du 7 au 8 mars, ont exposé des millions de personnes à une atmosphère empoisonnée et à des pluies chargées d'une multitude de toxiques. « *Une partie de ces polluants se déposent ensuite dans les sols et peuvent contaminer les cours d'eau, alors que l'Iran connaît déjà de graves problèmes en matière de sécurité et de disponibilité de la ressource* », explique [Doug Weir, directeur de l'Observatoire des conflits et de l'environnement, dans un entretien au Monde](#). Les impacts de la destruction de ces réserves d'hydrocarbures, au cœur d'une ville aussi densément peuplée, ne pouvaient pas être ignorés.

La dévastation de l'environnement étire sur des décennies le coût humain de la guerre. Usage massif de munitions à l'uranium appauvri par les forces américaines en Irak dès les années 1990, ou déversement de dizaines de milliers de tonnes d'herbicides sur les forêts du Vietnam vingt ans plus tôt : la contamination de l'eau, des sols, et in fine des humains, perdure aujourd'hui encore, et alimente la hausse de certains cancers, de malformations congénitales et d'autres maladies. Les populations et les sociétés locales portent silencieusement ces fardeaux, longtemps après la fin des hostilités, lorsque le conflit et ses malheurs semblent ne plus appartenir qu'au passé.

Oblitérer l'avenir

Ces jours-ci, c'est l'armée israélienne qui pulvérise du glyphosate à haute concentration sur les champs du sud du Liban et de Syrie, dans une logique de stérilisation délibérée de la nature. A Gaza, cette logique a culminé à des sommets jamais atteints dans le passé récent. A l'anéantissement du tissu urbain, des infrastructures et du patrimoine historique, et à un bilan humain, dont les études disponibles dans la littérature scientifique ([ici](#), [ici](#) et [là](#)) s'accordent pour dire qu'il est en réalité sans doute déjà

supérieur à 100 000 morts, s'ajoute une dévastation du capital agricole et naturel sans précédent.

L'agriculture locale couvrait un tiers de la superficie de l'enclave avant le conflit, et subvenait à environ 44 % de ses besoins alimentaires. Il n'en reste rien ou presque. [Au dernier pointage des Nations unies](#), rendu public en septembre 2025, 97 % des vergers, 82 % des champs, 95 % des zones naturelles arbustives et 89 % des prairies ont été détruits ou endommagés. La plus grande part du bétail a été tuée. La destruction du bâti et des systèmes d'assainissement entraîne la contamination des sols et des écosystèmes côtiers ; la terre est si compactée et abîmée que les experts craignent que la recharge de la nappe phréatique ne soit entravée, accentuant le ruissellement et l'érosion.

On sait depuis longtemps que tuer la nature, c'est oblitérer l'avenir. Au VII^e siècle avant notre ère, dans la même région, les rois assyriens se vantaient de l'arrachage des arbres fruitiers, de l'incendie des champs et de la stérilisation de la terre des peuples vaincus. Vingt-huit siècles plus tard, pas grand-chose n'a changé.

[Stéphane Foucart \(Journaliste au service Planète\)](#)